

Qu'advient-il alors, monsieur le président? Des pressions tendront à faire monter nos taux d'intérêt intérieurs, ce qui attirera ici des capitaux américains pour fins de placements, et nous revoilà où nous en étions. Le système se perpétue et n'aide sûrement pas le gouvernement à tenir les leviers de commande de notre situation financière. C'est pourquoi, entre autres raisons, le plus tôt nous sortirons de cette impasse sera le mieux.

A l'heure actuelle, monsieur le président, le crédit du gouvernement canadien est lamentable. Le marché des obligations est dans le désarroi. Si les députés veulent lire quelque chose de vrai, qui n'est teinté d'aucune considération partisane ou politique—contrairement à ce qu'on pourrait dire de mes propos—qu'ils lisent les observations faites hier par le président de la Banque de Montréal. Il y dit sans équivoque ce qu'il pense du marché des obligations. Les vis-à-vis devraient consulter leurs amis financiers—et le parti libéral en a des amis rue Bay à Toronto ou en ont-ils vraiment?—afin d'apprendre de ceux qui sont dans le commerce des obligations ou dans les affaires bancaires ce qu'ils pensent vraiment de la situation des obligations canadiennes.

Nous savons quel effet général le niveau des taux d'intérêt a eu sur l'habitation, monsieur le président. Pour remédier à ce problème, le gouvernement doit commencer par le commencement. Nous devons d'abord nous attaquer à ce plafond artificiel sur nos réserves d'argent américain. Nous verrons alors que nous jouirons d'une plus grande liberté d'agir au nom des Canadiens.

● (8.40 p.m.)

Le secrétaire parlementaire nous a donné un aperçu de plusieurs des dispositions principales du projet de loi, notamment le fait que les droits de tirages spéciaux étaient nouveaux, qu'ils ne remplaçaient pas les autres unités de réserve et ainsi de suite. Je ne crois pas nécessaire de commenter tous ces détails. Je dirai simplement que nous sommes heureux d'avoir le bill sous les yeux. J'espère que cette résolution sera adoptée ce soir. Finalement, j'aimerais savoir du secrétaire parlementaire si le gouvernement s'engage à déférer le bill au comité des finances pour fins d'étude, au cours de la nouvelle année.

**M. Burton:** Monsieur le président, j'ai remarqué avec plaisir que le secrétaire parlementaire du ministre des Finances reconnaissait la compétence et les connaissances de feu Colin Cameron dans le domaine financier monétaire. J'espère que cette reconnaissance le portera à approfondir les idées que notre regretté collègue a si souvent présentées au

Parlement; j'espère aussi qu'une telle étude entraînera l'adoption de certaines idées que M. Cameron avait exprimées ici avec tant d'éloquence. (*Applaudissements*)

Même si je ne veux pas déprécier le sens de l'histoire dont a fait preuve le secrétaire parlementaire en présentant ce projet de résolution, il est nécessaire, je pense, d'y ajouter une mise en garde afin d'en traiter d'une façon aussi réaliste que possible.

Le projet de résolution dont nous sommes saisis a été mis au point à la suite de nombreuses négociations comportant beaucoup de travail, et pourtant, il ne constitue qu'un pas sur le chemin difficile que nous devons parcourir pour trouver un système monétaire capable de fonctionner de façon satisfaisante. A ce propos, il est bon de remarquer que les droits de tirage spéciaux dont a parlé le secrétaire parlementaire et dont il sera question dans le bill, ne sont guère utiles en ce moment pour résoudre le problème que les autorités financières du monde entier ont eu à envisager ces dernières semaines. Voici ce que le *Financial Post* du 23 novembre déclarait à ce sujet:

Contrairement à certaines opinions, la crise monétaire actuelle n'est pas le type de problème auquel les droits de tirage spéciaux (DTS)—ou réserve internationale de devises destinées à suppléer l'or, le dollar américain et la livre sterling—devaient remédier. «Les DTS sont censés améliorer les liquidités mondiales et non empêcher un déséquilibre entre un pays et un autre de s'accroître.» a déclaré un haut fonctionnaire d'Ottawa. «On aurait tort d'utiliser les DTS—à supposer qu'ils soient en vigueur—dans un cas tel que le problème franco-allemand actuel.» a-t-il dit.

Le secrétaire parlementaire a également noté que dans la proposition dont nous sommes saisis, à établir des droits de tirage spéciaux, il n'est prévu aucune disposition pour remplacer ni l'or ni aucune autre réserve. Cela, en soi, est révélateur du rôle de cette mesure relativement à nos problèmes monétaires.

A mon avis, nous ne pouvons envisager cette résolution d'une façon réaliste que si nous analysons ce qui vient de se passer dans les affaires monétaires du monde. Les députés n'ignorent certainement pas les événements de ces dernières semaines. Ils sont clairement résumés par le *Globe and Mail* du 21 novembre, dans un article repris du *Times* de New York et de l'*Associated Press*. Je cite:

La dernière crise monétaire internationale—la troisième en douze mois—a révélé encore une fois ce que beaucoup considèrent comme le talon d'Achille d'un système monétaire international très réussi par ailleurs, et dont les principaux pays ont convenu il y a vingt-cinq ans.

Même si l'on reconnaît généralement la vulnérabilité du système aux crises, c'est à peine si